

La Délégation Générale

Dans l'esprit du Général de Gaulle, l'appel du 18 juin 1940 ne limitait pas son objectif à la mise sur pied d'une glorieuse cohorte française qui continuerait le combat aux côtés des Alliés. C'est la France tout entière qui doit rester présente dans le camp dont le Général de Gaulle affirme qu'il remportera la victoire. Le jour de cette victoire, la France fera partie du groupe des nations victorieuses.

Pour atteindre ce but, il est nécessaire que les différents groupes de Résistance, dont les premiers apparaissent dès 1940, reconnaissent une autorité unique. Le Comité National Français doit être le rassembleur de la Résistance intérieure, sous l'autorité du Général de Gaulle.

C'est là la « tâche primordiale » du Comité National Français CNF, car, de l'accomplissement de cette tâche, dépendent deux résultats essentiels :

à l'intérieur, la Résistance unie pourra exercer une activité militaire efficace contre les allemands ;

à l'extérieur, le Général de Gaulle, fort du soutien de tous les français résistant à l'occupant, pourra être la « voix de la France ».

Il pourra ainsi défendre la souveraineté française sur nos territoires étendus dans le monde entier. Il pourra, enfin, créer les conditions grâce auxquelles, à la Libération, la France métropolitaine s'administrera elle-même sans intervention d'une organisation d'occupation étrangère.

Les autres chapitres du présent livre traitent de l'organisation de la lutte armée des Forces Françaises de l'Intérieur, des liaisons aériennes et maritimes clandestines entre la France métropolitaine et les territoires alliés, des liaisons radio, des sabotages. Depuis 1943, toutes ces activités étaient placées sous l'autorité de la Délégation Générale du Comité Français de la Libération Nationale, (CFLN qui a succédé au CNF), dans les territoires occupés. Le présent chapitre s'efforcera de décrire brièvement l'action de la Délégation Générale dans l'accomplissement de ces deux missions essentielles :

- l'union de toute la Résistance sous l'autorité du Général de Gaulle,
- la préparation économique et administrative de la libération de la France métropolitaine.

C'est au souci de maintenir dans la guerre la France métropolitaine que correspond la création à Londres, par le Général de Gaulle, dès 1940, du Bureau Central de Renseignement et d'Action, plus connu sous le nom de BCRA. Dirigé par le colonel Passy et le commandant Manuel, ses moyens sont infimes. Toute sa logistique, tous les moyens matériels de transport et de transmission sont, bien entendu, fournis par nos alliés britanniques, mais le BCRA réussit, cependant, à être le trait d'union entre CFLN et Résistance intérieure.

Dès 1940, les premiers agents sont parachutés en France. Bien entendu, le plus urgent est d'aider les Anglais qui continuent la guerre et sont, à l'époque, menacés d'une invasion. Connaître le dispositif militaire allemand en France, les préparatifs de débarquement de la Wehrmacht, est pour Churchill d'une importance primordiale. Les premières missions ont donc pour objectif le renseignement. Mais déjà des contacts sont pris avec ceux qui, dans la métropole, ont une activité de résistance.

C'est en novembre 1941, qu'est envoyée, par le Comité National Français, créé par le Général de Gaulle, la première mission à caractère non militaire.

Un syndicaliste chrétien, Yvon Morandat, est chargé d'établir des contacts avec les organisations syndicales de toutes tendances. Il constate que, malgré les efforts du gouvernement de Vichy en direction du monde du travail, celui-ci n'apprécie pas une organisation fondée sur la collaboration avec l'occupant.

Au même moment, Jean Moulin arrive à Londres. Haut fonctionnaire, ancien Chef de Cabinet de Pierre Cot, il était Préfet d'Eure-et-Loir lors de l'invasion de 1940. Refusant d'exécuter les ordres que lui donne l'armée allemande et qu'il estime contraires à son honneur de fonctionnaire français, il tente de se suicider en se tranchant la gorge. Révoqué par le gouvernement de Vichy, il se trouve, naturellement, au contact de petits groupes qui ont entamé une action de résistance. L'unité de la Résistance lui parut très vite l'objectif essentiel et il comprit que ce rassemblement ne pouvait s'accomplir que sous l'autorité du Général de Gaulle.

Le contact entre les deux hommes fut extraordinaire. Le Général de Gaulle, Saint-Cyrien, avait été élevé dans une famille traditionaliste et conservatrice. Jean Moulin avait servi avec distinction et enthousiasme le gouvernement du Front populaire. Cependant, ces deux grands hommes constatèrent leur complète identité de vue sur la politique à suivre, pour faire participer la France métropolitaine à l'effort de guerre. Jean Moulin est alors chargé par le Général d'établir un consensus pour la création d'un comité de coordination des mouvements de résistance en zone Sud. Ainsi les grands mouvements de la zone libre agiront « sous l'autorité du Comité Français de la Libération Nationale ». Pour le Général de Gaulle « il est essentiel que la Résistance sur le territoire national forme un tout cohérent, organisé, concentré ». C'est le 1er janvier 1942 que Jean Moulin est parachuté dans les Alpilles pour cette première mission, qui a été préparée par celle d'Yvon Morandat.

Peu après, Pierre Brossolette rejoint Londres. Brillant normalien, orateur éloquent, ce jeune socialiste n'a jamais admis ni les accords de Munich ni les votes de l'Assemblée Nationale en juillet 1940 à Vichy. Il affirme : « En France, on est gaulliste ou anti-gaulliste. Et on ne peut pas être autre chose... Il n'y a pas de tiers parti possible ». Il vient une première fois en avril-mai 1942, entre deux lunes, et commente auprès du Général les rapports qu'il a déjà fait parvenir. De Gaulle le charge alors d'une mission : il s'agit de rallier à la France Libre des personnalités de divers horizons et d'assurer leur départ vers la Grande-Bretagne.

Dès le mois d'août 1942, les directives de Londres prévoient que le Comité de coordination doit préparer la prise du pouvoir civil et les listes de responsables administratifs.

Mais, comme le dit Churchill, à la fin de 1942 la charnière du destin tourne. Les Alliés libèrent l'Afrique du Nord. La perspective de la libération du territoire national se rapproche, et le Comité Français de la Libération Nationale devient conscient de ce qu'il est urgent de préparer ce grand moment de notre histoire.

En janvier 1943, le Colonel Passy et Pierre Brossolette sont, notamment, chargés au cours d'une mission commune qu'ils exécutent en France de rechercher les « cadres d'une administration provisoire » en zone Nord, et d'étudier la création d'un comité de zone Nord qui mettra au point les questions civiles. Jean Moulin, après sa première mission, est revenu à Londres. Là, le Général de Gaulle fait de lui son délégué pour les territoires occupés chargé des questions civiles et militaires. Sur les deux plans, et dans un temps extrêmement court, si on a conscience des difficultés immenses de sa tâche clandestine, il s'acquitte de ses deux missions.

Sur le plan militaire, en février 1943, Jean Moulin consacre la réunion dans l'Armée Secrète depuis fin 1942 des effectifs militaires des trois mouvements de zone Sud : Combat. Libération et Franc-Tireur. Les Francs Tireurs et Partisans, FTP, émanation du Parti Communiste, et l'Organisation de Résistance de l'Armée, ORA, formée des éléments résistants de l'Armée de l'Armistice, se joindront en 1944 à l'Armée Secrète pour former les Forces Françaises de l'Intérieur, les FFI.

Sur le plan civil, il réunit les mouvements, les partis politiques et les syndicats dans l'organisme suprême, expression de la Résistance intérieure, qui prend le nom de Conseil National de la Résistance. Le CNR tient sa première réunion, sous la présidence de Jean Moulin, le 27 mai 1943. Au sein du Comité Français de la Libération Nationale, un commissaire à l'intérieur a été nommé à Londres. C'est André Philip. Assisté de Georges Boris, il assure la liaison avec les mouvements de résistance et envoie en France plusieurs missions ayant pour but de préparer la Libération.

En mai 1943, Francis Closon, directeur du Service de l'Intérieur, est chargé de mission pour la délégation des préfets et l'organisation de l'administration. En juin, Claude Serreulles, du Cabinet du Général de Gaulle, part pour devenir l'adjoint de Jean Moulin.

Mais, le 21 juin 1943, c'est la catastrophe de Calluire : Jean Moulin est arrêté.

La presse a beaucoup parlé de cette affaire. Trop d'erreurs, pas toujours innocentes, ont été exprimées. La vérité est malheureusement simple : la Gestapo utilisait les tortures les plus barbares pour faire parler les résistants arrêtés. Si ceux qui ont préféré le sacrifice de leur vie au risque de parler sous la torture, si les Jean Moulin, les Brossolette, les Bingen, sont de purs héros, personne ne peut accabler ceux qui ont cédé sous la torture, car personne ne sait quel eût été son comportement dans ces circonstances terribles.

Mais, en juin 1943, il n'était pas question d'écrire l'Histoire ni de fixer des responsabilités. Après ce drame, il fallait en limiter les effets qui étaient catastrophiques, car Jean Moulin, par son prestige personnel, par l'action qu'il avait menée depuis un an, tenait dans sa main la plupart des fils qui constituaient la trame de la Résistance unie.

Serreulles échappa à l'arrestation et réussit à renouer la plupart de ces fils.

Le Commissariat à l'Intérieur envoie alors en renfort d'autres missions ayant pour but de préparer la Libération. L'une d'entre elles est chargée d'une mission auprès du Comité Général d'Experts. Le CGE, ainsi qu'il est connu, est un groupement clandestin qui, sous l'impulsion d'Alexandre Parodi et de Michel Debré, tous deux membres du Conseil d'Etat, étudie, depuis de longs mois, les mesures administratives à prendre et les personnes à mettre en place lors de la Libération.

Emile Laffon est envoyé en France afin de prendre contact avec le CGE. Cet ancien Premier Secrétaire de la Conférence du Stage, ancien membre du Secrétariat de Paul Reynaud, est un homme dont la vivacité d'esprit, l'enthousiasme et l'éloquence impressionnent tous ses interlocuteurs. Du 15 juillet au 12 septembre 1943, il accomplit avec le CGE une œuvre capitale qui servira de base à la préparation administrative de la Libération.

Le 15 août, Jacques Bingen est envoyé rejoindre Serreulles. Ils se répartissent les tâches : Serreulles assurera le secrétariat de la Délégation pour la zone Nord, et Jacques Bingen le secrétariat pour la zone Sud. Cinq autres missions sont également envoyées, dont celle de Jacques Maillet pour les problèmes économiques et de ravitaillement.

Mais il convenait de donner un successeur à Jean Moulin. Emile Bollaert est nommé par le Comité Français de la Libération Nationale, et, en septembre, Pierre Brossolette revient en France afin d'installer le nouveau délégué général, c'est-à-dire d'abord de le mettre au contact des différents organismes de la Résistance qu'il doit coordonner. Le rôle du délégué général est double : il doit d'une part transmettre à la Résistance les directives du Comité Français de la Libération Nationale, et d'autre part, informer ce dernier de la situation en France, et des sentiments et désirs de la Résistance pour le présent et pour l'avenir.

Pierre Brossolette doit repartir pour Londres accompagné de Bollaert, afin que celui-ci reçoive, directement et verbalement, les consignes du Général de Gaulle. C'est une période où le mauvais temps et les nombreuses arrestations dans les services chargés des atterrissages ont rendu très précaires les liaisons aériennes clandestines entre Londres et la France. Deux mois s'écoulent sans liaison aérienne. Brossolette reçoit l'ordre de partir par une liaison maritime. L'opération est fixée au 4 février 1944. Il s'agit d'un caboteur. « Le jouet des flots », qui, de nuit, doit s'évader de la côte Sud de la Bretagne, et être à l'aube au voisinage de l'île d'Ouessant où une vedette rapide anglaise doit emmener ses passagers en Grande-Bretagne. « Le jouet des flots » étant en très mauvais état, il fait naufrage après avoir réussi à rejoindre la Pointe du Raz. Certains des passagers, dont Laffon et Maillet réussissent à échapper à pied à la police allemande, mais Brossolette et Bollaert sont capturés. Après quelques semaines de détention, Brossolette est reconnu par les Allemands qui appliquent à cette prise exceptionnelle les traitements les plus inhumains dont ils sont coutumiers. Brossolette a perdu la pilule de cyanure dont tous les envoyés de Londres étaient munis, comme une chance suprême d'échapper à la Gestapo. Alors il se donne la mort en se jetant d'une fenêtre élevée de l'immeuble de la Gestapo. Bollaert, sur lequel les Allemands sont mal informés, est déporté et reviendra de déportation.

C'est en moins d'un an la deuxième fois que la Résistance est décapitée. Mais, en septembre 1943, il a été décidé de dissocier les fonctions de délégué général en France et de président du CNR, fonctions qu'avait cumulées Jean Moulin. En septembre 1943, Georges Bidault a été élu président du CNR.

Serreulles et Bingen assurent une deuxième fois l'intérim de la Délégation générale jusqu'à ce qu'en avril 1944, Alexandre Parodi soit nommé délégué général. Cet homme froid, réservé, peut-être timide, donne l'impression au premier abord d'être essentiellement un juriste et un haut fonctionnaire. Ce sera l'éternel honneur de ceux qui l'ont proposé pour exercer les plus hautes responsabilités dans des circonstances dramatiques, d'avoir su discerner que, sous cette réserve, se cachait un courage indomptable et le sens le plus élevé des responsabilités. Alexandre Parodi a su, rapidement, imposer le respect à l'ensemble de la Résistance, et il lui revient une grande part dans le fait que, à la Libération, la France n'a pas connu les déchirements qui ont marqués d'autres pays occupés. C'est certainement un des paradoxes de l'Histoire que, si une rue de Paris porte le nom d'Alexandre Parodi, elle commémore non pas le délégué général du gouvernement provisoire dans la France occupée mais son grand-père.

Sous Alexandre Parodi, l'organisation de la Délégation générale a pris, peu à peu, la forme qu'elle gardera jusqu'à la Libération, et qui est décrite dans le tableau ci-contre.

Des tâches nouvelles sont, depuis, venues s'ajouter à celles qu'assumait Jean Moulin.

Le Service du Travail Obligatoire, le STO, recrute de force les jeunes français, comme main d'œuvre destinée à travailler dans les usines allemandes. Sous la responsabilité d'Yves Farge, s'établit le Comité d'action contre la déportation, le CAD, dont le rôle est d'aider les jeunes français, désireux de ne pas participer à l'effort de guerre allemand, à se diriger vers les maquis ; car, quoiqu'en disent certains, il était possible pour un jeune homme patriote de se soustraire au travail en Allemagne, et cette organisation, le CAD, destinée à faciliter une orientation vers les maquis de la Résistance, aura permis, jusqu'à la Libération, à 150 000 jeunes d'échapper au STO.

Mais la France connaissait une autre catégorie de déportés, ceux que le nazisme voulait exterminer. Il s'agissait, en grande majorité, des juifs. Il fallait les cacher, il fallait cacher leurs enfants, et il fallait aussi aider les familles des résistants emprisonnés et déportés. Ce fut la tâche du Comité des Œuvres Sociales de la Résistance, sous la direction de Marie-Hélène Lefauchaux. Le COSOR a poursuivi son œuvre après la Libération, et aujourd'hui encore est présidé par Jean-Pierre Lévy, fondateur de l'un des grands mouvements de la zone Sud, « Franc-Tireur ».

Il fallait aussi coordonner l'action de la presse clandestine, et préparer les règles auxquelles obéirait la presse de la libération, puisqu'il était en effet impossible de laisser subsister les journaux

qui étaient devenus les organes de la Propaganda Staffel. La Commission de la presse, animée par Pierre-Henri Teitgen, a accompli ces tâches.

Enfin, il était important de préparer la prise en main de l'administration pour les lendemains de la Libération. Ce fut le rôle de l'organisation de Noyautage des Administrations Publiques ou NAP, et dont les membres, par leurs renseignements, leurs interventions secrètes et leur appui occulte apportèrent à la Résistance une aide infiniment précieuse.

L'état sanitaire des maquis posait d'énormes problèmes, d'où la mise en place d'une organisation médicale dirigée en zone nord par Pasteur-Valéry-Radot assisté de Milliez, et en zone Sud par Maurice Mayer.

Bien entendu, malgré la modicité des moyens mis en œuvre, se posait un problème financier. Par exemple, on ne pouvait maintenir les maquis dans la discipline et éviter d'en faire des pillards que si leur subsistance était financée. La Délégation générale assurait la répartition des fonds parachutés avec les armes depuis Londres et Alger. Mais quand, à Alger, on ne disposa plus de la monnaie ayant cours en France métropolitaine, il s'est agi de monnayer des bons du trésor émis par Alger. Le Comité de Financement, le COFI, était chargé de cette mission. Il était dirigé par Debray, assisté notamment de François Bloch-Lainé et de Félix Gaillard.

Dès le début de 1944, chacun savait que l'effort suprême des Alliés pour libérer l'Europe était imminent. Pour le gouvernement provisoire de la République Française, et pour la Résistance, il importait d'être prêts pour cette libération. L'instrument était la branche civile de la Délégation générale qui eut à assumer des tâches essentielles : mise en place des Comités de la Libération, acheminement vers l'Assemblée Consultative d'Alger des délégués des mouvements de résistance et des partis politiques et mise en place des organismes de la prise du pouvoir.

Pour apprécier les difficultés auxquelles la délégation était confrontée, il importe de bien saisir la contradiction fondamentale qui existait entre, d'une part les règles de la vie clandestine qui imposent le secret, le cloisonnement, l'absence d'archives, la rareté et l'extrême discrétion des contacts, et, d'autre part, la nécessité d'assurer un minimum de démocratie au sein de la Résistance en France occupée, de préparer une prise de pouvoir démocratique pour le gouvernement de la Libération, et enfin, d'assurer la représentativité de ce gouvernement provisoire auprès des Alliés, en montrant qu'il était soutenu par l'unanimité de la France des non-collaborateurs. La Délégation dut sans cesse satisfaire à ces nécessités contradictoires.

C'est au début de 1944 que, aidé par Francis Leenhardt et Jean Mons, Francis Closon rédige des instructions relatives à la mise en place des Comités de Libération, sous le timbre « Commission des Comités départementaux de Libération du CNR », Closon veille à traiter le plus équitablement possible mouvements, partis et syndicats résistants, pour qu'il n'y ait pas d'appropriation partisane. Il veille à tenir la balance égale entre les grandes tendances politiques, et à ce que, même pour la période transitoire, les CDL se considèrent comme « placés sous les ordres des Commissaires de la République, responsables du maintien de l'ordre et du succès de la prise du pouvoir ». Les Comités ne doivent pas être des « soviets locaux », et il ne faut pas que « l'insurrection se transforme en anarchie généralisée ». A la présidence de la Commission des CDL et du CNR, Francis Closon a un rôle prépondérant pour l'arbitrage des conflits, bien qu'il reste une possibilité d'appel devant le bureau du CNR. La Délégation veut que les CDL assurent au mieux le passage au nouveau régime et les conçoit comme « investis de responsabilités gouvernementales ». Le statut élaboré en février 1944, et adopté six semaines plus tard par le CNR, donne aux Comités Départementaux de la Libération des prérogatives considérables : coordination de l'action immédiate clandestine, direction de l'action insurrectionnelle de la Libération, représentation temporaire de la population auprès des autorités nouvelles. La Délégation générale est alors persuadée que le texte est satisfaisant pour tout le monde, CFLN compris : « Ce texte doit vous donner satisfaction comme il nous satisfait nous-mêmes, c'est un grand pas fait vers l'union nationale au sens démocratique de ce mot, c'est-à-dire au sens du travail en

commun d'hommes différents représentant des tendances différentes et n'appliquant aucune de leurs idéologies particulières ».

Tout en acceptant de tenir compte, « dans la plus large mesure », de la volonté des résistants, la Délégation s'est refusée à tout extrémisme, afin que la nation ne croie pas « qu'à la victoire s'associe une revanche politique, comme à la défaite s'était associé le retour de la réaction ». Elle récuse tout grand mouvement de bascule, et garde une conception très légaliste de ce que doivent être les lendemains de la Libération. Tandis que les militants des mouvements rêvent d'une France où ils seraient les éléments moteurs d'une certaine révolution, les nouveaux représentants du gouvernement rétablissent l'autorité de l'Etat et essaient, dans l'union, de remettre en route une économie perturbée. Nés à la fois de la volonté des résistants de se rassembler et du souci des responsables de la France Combattante de n'avoir qu'un seul organe fédérateur des résistants, les CDL, projection départementale du CNR, pouvaient être, selon les termes mêmes d'un délégué de Londres, Jacques Bingen, « le stimulant révolutionnaire que la rénovation exigeait, et que la volonté nationale, pour ne pas dire la morale tout court, réclamait ». Toutefois, les services d'Alger et de Londres ne voulaient pas « installer le désordre sous prétexte de stimuler la justice ». Francis Closon a réussi à établir un compromis entre les aspirations de la Résistance et la volonté du Général, pour qui, dès lors que l'un des siens contrôlait le regroupement des résistants, l'essentiel était assuré, c'est-à-dire que les autorités qu'il nommerait ne seraient pas contestées.

Dans ses *Mémoires*, le Général de Gaulle a, depuis lors, décrit les CDL comme des organismes qui permettaient d'attribuer à la Résistance « un rôle dans la remise en marche, un moyen normal d'expression, voire un exutoire à d'inévitables bouillonnements ».

Afin de permettre à la France résistante de s'exprimer publiquement, ce qui était, bien entendu, impossible en France occupée, le Général de Gaulle décida la réunion à Alger d'une Assemblée Consultative provisoire. Celle-ci était composée de représentants des anciens partis politiques et des mouvements de résistance. Il n'était pas question de procéder à des élections en France occupée. La Délégation eut la délicate mission de faire procéder aux choix par les organismes clandestins responsables, d'arbitrer les différends, et l'on imagine facilement que la présence de l'occupant nazi n'empêchait pas le jeu des ambitions personnelles et les manœuvres qui en résultent. L'important est que, malgré tout, une Assemblée représentative fut constituée ; son existence a certainement joué un rôle important dans la reconnaissance que, finalement, les Alliés ont donnée au gouvernement provisoire de la République Française du Général de Gaulle.

De plus d'importance encore pour l'avenir immédiat était la désignation des hommes chargés d'exercer les responsabilités de l'Etat à la Libération. Il s'agissait, pour les administrations centrales, de désigner des secrétaires généraux provisoires, des commissaires de la République dans les régions, et dans les départements des préfets.

Compte-tenu de la désorganisation des transports, le rôle des administrations centrales était faible. C'était donc essentiellement sur les commissaires de la République que pèserait la responsabilité d'administrer la France à la Libération.

Il importe d'avoir bien présent à l'esprit que la notion d'une administration française prenant la France en charge dès la Libération n'allait pas de soi. Dans leur touchante ignorance des réalités européennes et de la France en particulier, les Américains avaient imaginé qu'à la Libération, la France serait administrée par l'AMGOT (Allied Military Government in Occupied Territories). Cette organisation avait formé des officiers dans ce but et, de même que l'Allemagne nazie, la France devait être soumise à une administration étrangère. C'était là une humiliation insupportable et pour le Général de Gaulle et pour la France résistante.

Autorité est donnée par le GPRF à Alexandre Parodi le 23 mai 1944 « pour affectation provisoire de délégués dans les postes de commissaires régionaux ou secrétaires généraux en cas de rupture des communications avec le CFLN, et pour le cas où des personnes nommées devraient être remplacées d'urgence ou déplacées ». Les délégations effectives sont faites en métropole. La force

des choses donne à Emile Laffon des responsabilités beaucoup plus importantes que Londres ne l'avait prévu. Après l'aventure du « Jouet des flots », suivie d'une opération aérienne où un Hudson embourbé ne put emporter comme passagers que Raymond et Lucie Aubrac, il fut en effet décidé d'affecter Emile Laffon en permanence à la Délégation générale en France, et Alexandre Parodi le chargea de proposer la désignation des Commissaires de la République et des Préfets.

Cette tâche est rude. Une partie de l'administration française est déconsidérée par sa servilité à obéir aux ordres du gouvernement de Vichy. Une autre est dans les Forces Françaises Combattantes. La Résistance désire un état rénové. Il faut arbitrer entre les connaissances techniques et les titres de Résistance, entre la volonté novatrice et l'expérience. Il faut obtenir le consensus de la Résistance intérieure. Il faut obtenir la décision finale du gouvernement provisoire d'Alger. Sous l'autorité d'Alexandre Parodi, Emile Laffon, qui veut un Etat rénové et fort, réussit cet exploit. Aucun des hommes qu'il a mis en place dans les régions et dans les départements n'échouera. Si le degré de réussite fut, bien entendu différent suivant la valeur des hommes, partout l'autorité de l'état fut rétablie dans le cadre des institutions républicaines.

La délégation du gouvernement provisoire dans les territoires occupés a donc accompli une tâche énorme. Mais cette tâche ne peut être valablement appréciée que si l'on imagine les conditions de travail qu'imposait l'action de la Gestapo omniprésente, aidée par la milice de Vichy, et ne reculant devant aucun moyen. Il est certainement très difficile à qui ne connut pas l'occupation d'imaginer les conditions de la vie clandestine.

Les hommes ne se connaissaient que sous leur pseudonyme. Ils ignoraient leurs adresses. Il était criminel de noter un rendez-vous, encore plus de tenir des archives. La plupart des conversations avaient lieu à deux, et se déroulaient dans les rues. Les contacts ne pouvaient être établis qu'à travers des agents de liaison qui avaient entre eux des rendez-vous périodiques et il n'était pas rare qu'une rencontre souhaitée et urgente ne pût être organisée qu'avec un préavis de quinze jours. Les réunions plus importantes étaient annoncées par les agents de liaison, mais le lieu du rendez-vous était inconnu de chaque participant ; au dernier moment, le participant avait un rendez-vous avec un agent de liaison qui le conduisait au lieu de la réunion.

Quant aux liaisons avec les autorités de Londres ou d'Alger, les plus rapides avaient lieu par radio. Un autre chapitre du présent livre en traite, mais il est bon de prendre conscience des retards de transmission qu'amenaient la remise à un agent de liaison, le codage, la remise aux radios, et la transmission par celui-ci à heures fixes. Les envois de rapports ne pouvaient avoir lieu que sous une forme très ésotérique afin que ces rapports, tombant entre les mains de la Gestapo, ne pussent l'aider dans sa lutte contre la Résistance. Quant au transport des personnes, vers Alger ou Londres, il était assuré dans des conditions aléatoires et très difficiles, et l'on a vu que Bollaert, délégué général du gouvernement provisoire, n'a jamais pu se rendre à Londres.

Mais les difficultés n'étaient pas seulement matérielles. Les Français ont gardé le caractère des Gaulois ; de même que ceux-ci étaient incapables de faire taire leurs discordes devant les légions de Jules César, de même la présence de l'occupant nazi ne créait pas, *ipso facto*, l'union nationale. Il revenait à la Délégation de maintenir dans un même effort contre l'occupant, des Français dont les opinions politiques allaient de l'extrême droite au parti communiste.

Depuis juin 1941, où les troupes d'Hitler ont envahi la Russie soviétique, les communistes ont mis toute leur vigueur à lutter contre l'occupant allemand. Leur sens de la discipline, leur goût du secret, leur habitude des pratiques clandestines, les rendaient particulièrement efficaces dans la Résistance. Après la Libération, le parti communiste a avancé des affirmations extravagantes sur sa participation à la Résistance, l'effectif des FTP, le nombre des communistes fusillés. Ces exagérations ne doivent pas conduire l'historien honnête, par réaction, à nier le rôle important joué par les communistes dans la Résistance. Leur présence y suscitait des craintes, bien que le Général de Gaulle

ait jugé essentiel pour l'effort de guerre français de faire figurer les communistes dans son Gouvernement Provisoire.

Le risque d'une tentative communiste de prendre le pouvoir par un coup de force à la Libération, comme les soviets l'avaient fait en Russie en 1917, était une préoccupation répandue et, sur ce risque, les avis étaient partagés. Emile Laffon écrit, par exemple, en juillet 1944 : « Il n'y a pour demain aucun danger communiste réel. L'obstination avec laquelle les communistes demandaient au dernier Comité parisien le poste de Préfet de la Seine pour Georges Marane constitue pour moi la preuve décisive qu'ils désirent, à l'heure actuelle, tout obtenir par les voies légales. Ils ne prendront certainement pas l'initiative d'une rupture ni maintenant ni même dans les premiers temps de la Libération ». Les communistes avaient certainement plusieurs fers au feu, et avaient constitué et armé des « milices patriotiques » pour combattre les Allemands, certes, mais certainement avec l'arrière pensée que, dans certaines hypothèses, elles joueraient un rôle intérieur après la Libération. En fait, Emile Laffon se révélera bon prophète. Quelques mois après la libération de la France, Maurice Thorez, à son retour d'URSS où il s'était mis à l'abri en 1939, décidera la dissolution des « milices patriotiques ».

En tout état de cause, la Délégation avait pour mission de traiter équitablement les organisations de Résistance quant à la répartition des armes et des moyens et quant à la représentativité dans les organismes directeurs, quelle que soit la tendance politique de ces organisations. Elle n'a pas failli à ce devoir.

Dans les semaines qui suivirent le 6 juin 1944, la France est progressivement libérée par les armées alliées, aidées des Forces Françaises de l'Intérieur auxquelles le Général Eisenhower devait rendre un vibrant hommage.

Dès l'apparition du Libérateur, les Français se montrent unis ; ils acclament le nom du Général de Gaulle et reconnaissent l'autorité de ses représentants, les nouveaux agents du pouvoir central, Commissaires de la République et Préfets, assistés des Comités de Libération.

Les violences, les exactions, inévitables dans toutes les périodes de bouleversements, furent réduites au minimum grâce à l'union des résistants et à la rapide mise en place des autorités nouvelles.

Arrivant à Paris, le Général de Gaulle a trouvé en fonction le nouveau Préfet de Police, parachuté de Londres quelques semaines auparavant, et les Secrétaires Généraux des ministères.

Les Alliés durent constater cet état de fait. En juillet, ils reconnurent le Comité Français de Libération Nationale comme autorité « de facto ». Et, le 25 août, intervenait l'accord Eisenhower-Koenig sur l'organisation des pouvoirs civils.

La France était redevenue une nation souveraine participant à la victoire.

Considérant ces résultats, on ne peut s'empêcher d'évoquer le souvenir de ceux qui ont accompli le sacrifice suprême pour maintenir la nécessaire liaison entre le Général de Gaulle et son Comité de Libération Nationale d'une part et la Résistance intérieure d'autre part, qu'il s'agisse de ceux qui exercèrent des responsabilités importantes et ont leurs noms gravés sur les monuments ou au coin des rues, ou qu'il s'agisse de ceux qui furent, suivant la belle expression de Pierre Brossolette, les « soutiers de la gloire ».



Les liaisons aériennes clandestines entre la France et l'Angleterre ont joué un rôle essentiel dans le déroulement des missions d'action et de renseignement. Mais, dans une perspective plus large, il n'est pas excessif de dire qu'elles ont profondément influé sur le cours de l'histoire. Certes, l'importance numérique de ces opérations fut faible : quelques dizaines d'aviateurs y ont pris part, quelques centaines de passagers ont été transportés. Mais leur importance historique fut immense.

Pour les opérations militaires d'abord : il était essentiel que les responsables des transmissions radio, du renseignement, que les officiers chargés d'encadrer l'Armée Secrète puissent accomplir des missions à Londres. Lors des combats de la Libération, l'excellente coopération des Forces Françaises de l'Intérieur avec les armées du débarquement dut beaucoup à ces liaisons.

Mais l'on doit retenir surtout que ces liaisons permirent de regrouper dans un seul combat la France intérieure autour de la France Libre du Général de Gaulle. Que l'on songe que, sans elles, les Jean Moulin, les Brossolette, les Morandat n'auraient pu tisser les liens, établir les structures, grâce auxquelles la Résistance intérieure s'est organisée sous les ordres du Général de Gaulle. Si la France, malgré l'armistice de 1940 et le régime de Vichy, a pu, à la Libération, retrouver sa place de grande puissance, c'est parce que le Général de Gaulle a pu parler en son nom. Et cela ne fut possible que parce que, venus de France, des hommes ont pu se réunir autour de lui.

Sans les opérations aériennes clandestines, la France Libre serait restée un groupe, certes héroïque et admirable, de combattants, mais leur chef, le Général de Gaulle, n'aurait pu parler au nom de la France tout entière. Au contraire, grâce aux opérations aériennes, les hommes et les idées ont pu s'échanger entre Londres d'abord puis Alger ensuite d'une part, et la France résistante d'autre part. Les Alliés ont alors reconnu que le Général de Gaulle parlait au nom de la France.

L'Amicale Action tient à rendre, dans ce livre, un solennel hommage à la petite équipe de la Royal Air Force, aux pilotes, navigants, mécaniciens, basés à Tempsford, qui ont réussi à maintenir ces liaisons dans des conditions apparemment impossibles. Ils ont joué un rôle décisif dans la renaissance de la France et ont droit à notre reconnaissance.

LE PRÉSIDENT
DE LA
RÉPUBLIQUE

A Jacques CHABAN-DELMAS,

A l'Association Amicale d'Entr'Aide des
Anciens Officiers Chargés de Missions-Action et
de leurs Collaborateurs recrutés en France,

Lorsque, sous le beau clair de lune de la nuit du
17 Octobre 1943, la Section S.A.P. R1 nous enleva sur le
terrain Orion à destination de Londres, mon émotion violente
se doubla d'un sentiment d'émerveillement devant l'organisation
méthodique, précise, audacieuse, de cette étonnante expédition,
à cinq kilomètres d'une grande ville où l'ennemi alerté faisait
sonner la sirène d'alarme.

Dès l'envol, en plein ciel, au-dessus de l'armée
d'occupation, j'ai alors pensé à Ces admirables aventuriers
de la patrie que j'avais vu débarquer, venant de Londres, et
qui allaient porter à travers les réseaux les consignes du
Général De GAULLE et le courrier de la France Libre; à Ces
aviateurs intrépides qui, chaque mois, atterrissaient et
décollaient à la barbe de l'ennemi; à Ces équipes de résistants
régionaux: ouvriers, paysans ou bourgeois qui, mitrailleuse au
poing, escortaient partants et arrivants et, après l'opération,

.....

rentraient chez eux, promis peut-être à la torture et à la mort

Et ces exploits se renouvelaient plusieurs fois chaque mois !

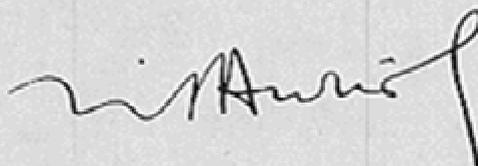
Parfois, les aviateurs et les " voyageurs " étaient pris au sol et fusillés; parfois, comme l'avion qui partit en Novembre, après nous, abattu au-dessus de la Manche!

Et tous faisaient ce " travail " avec un courage tranquille, naturel, comme font les plus purs héros.

Je ne ferai pas leur éloge; les mots sont insuffisants.

Je veux simplement élever vers la mémoire des morts la piété reconnaissante de la Patrie. Et j'appelle les vivants à l'union, à cette même union qui permit la Libération de la France.

La comparaison du présent, avec ses déceptions et ses médiocrités, et de l'idéal qui nous exaltait, nous, simples voyageurs d'une nuit et eux, intrépides messagers de la Liberté, nous remplirait de confusion si nous ne gardions la foi que notre fidélité fera un jour triompher leur idéal de liberté, de justice et de paix.



Paris, le 14 Décembre 1953.

YEAR	AIRCRAFT		PILOT, OR 1ST PILOT	2ND PILOT, PASSENGER OR PASSENGER	DUTY (INCLUDING RESULTS AND REMARKS)	SINGLE ENGINE AIRCRAFT			MULTI ENGINE AIRCRAFT			TOTALS		FLIGHT HOURS	MILES	
	TYPE	No.				DAY	NIGHT	DAY	NIGHT	DAY	NIGHT	DAY	NIGHT			
1943																
OCTOBER	LYSANDER	A	1st JIMMERIDE	SELF	TOTALS BARRETT FORWARD TO SOMERHAM	50.55	172.85			60.25	473.45	55.05		5.46	141.26	9.00
1	LYSANDER	A	SELF	NO MERRIDE	SOMERHAM - TEMPSFORD			.20								
2	LYSANDER	A	SELF		SHORT LANDINGS & SOMERHAM TO TEMPSFORD			.40								
3	LYSANDER	A	SELF		TO SOMERHAM & TRAINING			.20								
4	LYSANDER	C	SELF	1st HANKEYCK	TO SOMERHAM, TRAINING & BT			.45								
5	LYSANDER	A	SELF		TEMPSFORD - WATFOLD & RETURN ON 8th			.45								
6	LYSANDER	J	SELF	2 PASSENGERS	TEMPSFORD - TEMPSFORD			.45								
15	MUSON III	M	SELF	SILVA P. LIVERY NO BARBURY CAPT. CONWAY	LOCAL NIGHT FLYING AND LANDINGS AT TEMPSFORD									1.00		
16	MUSON	M	SELF	SIL LIVERY NO BARBURY IS OTHERS	SPECIAL OPERATION - SUCCESSFUL NR. PAV. GOOD WEATHER ETC.									6.05		
17	SPECIAL LYSANDER III	J	SELF	CAPT CONWAY	N.P.T.			.30								
17	LYSANDER	J	SELF	3 OTHERS	SPECIAL OPERATION - SUCCESSFUL NR. PE. via PETA. and B. GREGORY			1.45								
GRAND TOTAL (CALC BY US)						172.6				145.35	60.25	473.45	55.05	5.46	141.26	9.00
TOTALS CARRIED FORWARD																

Use page dit log book du Group Capitaine Hugh Verity.

Les Délégués Militaires

Les Délégués Militaires de région et de zone
Tableau des affectations
Le Délégué Militaire National
Les Délégués Militaires au cours de 1944
Avec le recul du temps
Mémoires sur la libération de Paris

Les Délégués Militaires de région et de zone

A la lune de septembre 1943, le 15, cinq officiers de la France Libre sont déposés en zone Sud près de Bletterans, sur les plateaux entre le Jura et la Saône. Cinq autres sont parachutés ou déposés sur divers terrains de la zone Nord.

Ces officiers sont dénommés « Délégués Militaires », soit de région et ce sont des DMR, soit de zone et ce sont des DMZ.

Leur mission prioritaire consiste dans la mise en place des « Plans » établis dans le cadre d'une étroite collaboration entre les services franco-britanniques de Londres et la Résistance. Ces plans sont les suivants :

- vert : il a trait aux voies ferrées,
- jaune : il a trait aux PC ennemis,
- rouge : il a trait aux dépôts de munitions,
- momie : il a trait à la protection des ports,
- noir : il a trait aux dépôts de carburants,
- brun ou tortue : il a trait à la neutralisation des mouvements sur routes,
- bleu : il a trait aux lignes de transport du courant électrique haute tension,
- violet : il a trait aux lignes longues distances des PTT.

Ces plans sont contenus pour chaque région dans une valise, qui, d'ailleurs, explose si on l'ouvre sans précautions particulières.

Les équipes chargées de l'exécution des plans doivent recevoir et mettre en dépôt le matériel destiné aux destructions et l'armement nécessaire et, en principe, être mises en sommeil jusqu'au jour « J ».

La Résistance est unanime à considérer qu'il appartient à l'Etat-Major Interallié de fixer les objectifs et d'assigner les missions qui permettront à ses éléments paramilitaires de donner une efficacité maximale à leur participation aux combats de la libération. En outre, le fait que des destructions soient effectuées à terre au lieu de l'être par des bombardements aériens permet d'épargner bien des vies humaines et d'éviter bien des dégâts inutiles.

Les ordres de mission remis aux DMR ont été discutés et établis à Londres par les services du BCRA et les chefs de la Résistance alors en Angleterre, Frenay, d'Astier de la Vigerie et Médérie. Les DMR sont définis comme des « Ambassadeurs » et des « Techniciens ». Les moyens mis à leur disposition sont des liaisons radio, les armes parachutées, l'argent. Ils constituent, par conséquent, la cheville ouvrière entre la Résistance et l'extérieur.

Le plus grand nombre des Délégués Militaires a quitté la France après le débarquement allié en Afrique du Nord et l'envahissement de la zone libre ; certains sont partis plus tôt, d'autres comme Chaban-Delmas et Grandval ont été recrutés sur place. Tous ont choisi de se rallier au Général de Gaulle, à Londres, plutôt que de rejoindre l'Afrique du Nord.

Presque tous étaient déjà en relation avec les services français de Londres ou avec les mouvements de résistance. Tous étaient volontaires pour leur mission. La plupart des DMR étaient fonctionnaires ou militaires de carrière, d'autres occupaient des postes de responsabilité dans l'industrie. Ils avaient, en général, une trentaine d'années. Leur doyen, Bonnier, avait été un courageux combattant de la guerre 1914-1918.

Les services britanniques les avaient fait participer à un stage de formation technique incluant le sabotage, le close-combat, le tir aux diverses armes, l'usage des codes et surtout les mesures de sécurité. Ils avaient également suivi des stages de parachutisme. Sur la base des statistiques, il ne leur avait pas été caché que la moitié d'entre eux serait arrêtée avant la fin de leur cinquième mois de mission, et on leur avait laissé espérer une relève. Ils étaient tous munis d'une capsule de cyanure, dont l'usage suicidaire leur était fortement conseillé en cas d'arrestation. Leur chef même, le colonel Marchal, usa de cette capsule quelques jours après son arrivée.

Le BCRA leur avait fourni des informations sur la situation et l'organisation de la Résistance dans la région où ils allaient opérer. Ils avaient été présentés à quelques résistants, alors de passage à Londres.

De plus, les bureaux compétents du BCRA avaient insisté verbalement auprès d'eux sur leur dépendance hiérarchique directe vis-à-vis de Londres. Leur ordre de mission précisait que l'officier d'opérations, d'atterrissage et de parachutage de leur région leur était subordonné. Ceux-ci n'ayant toutefois pas été avisés de cette décision, certains d'entre eux en zone Nord, conserveront par rapport aux DMR, une large autonomie. Les Délégués Militaires devaient disposer en permanence d'une liaison radio directe avec Londres, par les soins du service des transmissions radioélectriques.

Il leur revenait de constituer, à l'aide de personnels qui leur seraient fournis par les chefs de l'Armée Secrète, les équipes chargées de l'exécution des plans.

Ils devaient donner à ces équipes les matériels de sabotage qui seraient parachutés à cette fin, à leur demande et en liaison avec l'officier régional d'opérations, dans des containers marqués à la couleur du « plan » concerné, le matériel pour un sabotage de voie ferrée inscrit au plan vert étant, par exemple, parachuté dans un container marqué à la couleur verte. Les destructions ne devaient être

opérées que sur ordre de Londres par message codé, émis par la BBC, ou sur initiative conjointe du chef régional de l'Armée Secrète et du DMR.

D'autre part, les DMR devaient présenter à Londres, par télégramme, les demandes d'armement nécessaire aux Groupes Francs, pour les opérations « d'action immédiate » menées par ceux-ci contre l'ennemi, ainsi qu'aux maquis pour leur protection et pour leurs opérations de harcèlement.

Enfin, ils devaient établir les budgets mensuellement nécessaires à l'Armée Secrète et aux maquis, et les financer grâce aux fonds qui leur parvenaient, soit par parachutage direct, soit par l'intermédiaire des secrétariats de zone de la Délégation générale.

Les DMR disposaient également du personnel de secrétariat et des agents de liaison qu'ils recrutaient, soit directement, soit par l'intermédiaire des officiers d'opérations déjà en place.

Ils avaient par conséquent en mains, tous les moyens que les éléments paramilitaires attendaient de l'extérieur : armes, matériel, argent, liaisons, missions opérationnelles.

Leurs interlocuteurs étaient les chefs de région et de département que la Résistance s'était choisis.

Le territoire national avait été divisé en 12 régions : 6 tracées par Henri Frenay, fondateur et chef du mouvement « Combat », pour la zone Sud, et 6 pour la zone Nord, définies par accord entre Jean Moulin et les chefs de mouvements de résistance concernés.

Les FTP possédaient leur propre découpage géographique en tout différent de celui des autres mouvements. Ils le conserveront jusqu'à la libération.

En septembre 1943, aucune liaison n'existe entre les FTP et les autres organisations, sauf à l'échelon national, les FTP ayant cependant demandé depuis novembre 1942 au Général de Gaulle « de ne pas laisser ignorer plus longtemps qu'ils font partie de la France Combattante ».

Les maquis d'une part, les Groupes Francs de l'autre, ne sont pas intégrés dans l'Armée Secrète, mais sont progressivement reliés à l'échelon de la zone ou à l'échelon national des mouvements de résistance.

De fait, en septembre 1943, seule la zone Sud se trouve organisée à l'échelon de la région ou du département.

En zone Nord, par contre, les cinq principaux mouvements sont centralisés à Paris, leurs représentants respectifs se réunissant en un Comité militaire où s'opère la concertation. Plusieurs autres groupes n'ont qu'une implantation locale dans un ou deux départements, et ne sont reliés ni à Londres, ni au Conseil National de la Résistance.

Cependant, la création du Conseil National de la Résistance, le CNR, survenue en mai 1943, puis celle de son bureau, qui tient des réunions hebdomadaires dès le début de l'automne, a pour conséquence d'estomper progressivement le rôle des organismes de zone.

En zone Sud, la prise de fonctions des Délégués Militaires s'opère dans les meilleures conditions. Elle a été préparée aussi bien par Bingen, Necker, adjoint civil du Délégué général pour la zone, que par l'intervention personnelle des chefs historiques de mouvements, Henri Frenay et Emmanuel d'Astier. Elle est facilitée par l'aide très active de Paul Rivière Charles-Henri, des officiers d'opérations régionaux, et du chef de secrétariat de la Délégation générale à Lyon, Lambert.

La région de Lyon, R I, est celle où le DMR Bourguès-Maunoury Polygone, se trouve confronté, dès les premières semaines, aux problèmes dont sera fait son pain quotidien jusqu'au débarquement, et qui se poseront de façon plus ou moins marquée à ses camarades.

Le plus grave est celui que pose l'armement. Les parachutages ont été rares au cours de l'été. Ils le resteront durant tout l'automne et tout l'hiver en raison de très mauvaises [SUITE P. 94].

Extraits avec l'autorisation de l'auteur de :
Remarks of William J. Casey
Director of Central Intelligence
before
Smithsonian Resident Associate Program
« Great American Battles of World War II : New perspectives »
Smithsonian Institution
Washington D.C.
July 15, 1982

« The Germans held the French resistance in much higher regard than some of our own generals. Of course the Wehrmacht had reason to, having lived cheek to jowl with the resistance for four years and watching it grow from a few disgruntled groups to a swelling national movement. As early as October 1943 Field Marshall von Rundstedt wrote a perceptive analysis of resistance potential :

« The aims of the resistance movements and of the British organizations working with them is to set the stage for action against the rear of the German army to coincide with the Allied landings. Their most urgent task will be to attack our lines of communication with maximum force. Such is the danger inside the country, and it may have a very unfortunate effect in the course of a major battle. We can undoubtedly combat the Resistance movements effectively, but this will deplete our available forces and thus strenghten the position of the British and American troops. »

« Les Allemands tenaient la Résistance française en bien plus haute considération que certains de nos propres généraux. Evidemment, la Wehrmacht avait là ses raisons, ayant vécu côte à côte avec la Résistance quatre années durant, et la voyant croître et passer de quelques groupes mécontents à un mouvement national de soulèvement. Déjà, dès octobre 1943, le Feldmarshall von Rundstedt percevait dans une analyse le potentiel de la Résistance :

« Les objectifs des mouvements de résistance et des organisations britanniques qui agissent avec eux sont la mise au point d'une action sur les arrières de l'armée allemande, qui coïncidera avec les débarquements alliés. Leur mission la plus pressante sera d'attaquer nos lignes de communication avec le maximum de force. Tel est le danger à l'intérieur du pays, et il peut avoir un effet désastreux sur le cours d'une bataille majeure. Nous pouvons sans aucun doute combattre de façon effective les mouvements de Résistance, mais cela épuisera nos forces disponibles et fortifiera ainsi la situation des troupes britanniques et américaines. »

The most ambitious, and finally the most rewarding, operational plan for French resistance forces was called Plan Vert because it was typed on green paper. It featured maps drawings prepared by 20 draughtsmen and listed some 800 missions against French railways, all spelled out in detail. Its centerpiece was a series of simultaneous rail cuts designed to prevent designated German units from moving toward the front lines. These rail disruptions were to be maintained while the cross-channel Allied buildup went forward.

Le plan opérationnel le plus ambitieux et en fin de compte le plus bénéficiaire des forces françaises de la résistance fut appelé Plan Vert, parce qu'il fut tapé sur du papier vert. Il était caractérisé par des cartes et dessins préparés par vingt dessinateurs décomptant environ huit cent missions contre les voies ferrées françaises, chacune décrite en détail. L'élément central consistait en une série de coupures simultanées de voies ferrées, choisies pour empêcher des unités allemandes déterminées de faire mouvement vers les lignes du front. Ces coupures devaient être maintenues du temps que se poursuivrait la mise en place alliée de traversée de la Manche.

The Plan Tortue or Tortoise was designed to delay moving up German reinforcements on the road by cutting highways and blowing up bridges, thus delaying movement of trucks and armor. The specific focus of the plan was German armor. It provided information to local resistants on how best to delay Panzer divisions rumbling toward Normandy, by blocking possible alternate routes, erecting road obstacles, and creating bottlenecks.

Le Plan Tortue ou Tortoise était conçu pour retarder les mouvements par route des renforts allemands, par coupure des grands axes et destructions des ponts, retardant ainsi les mouvements de camions et de blindés. L'objectif spécifique du plan était l'arme blindée allemande. Le plan fournissait à la résistance locale les informations sur les meilleurs moyens de retarder les divisions de Panzer roulant vers la Normandie, en bloquant les itinéraires possibles de déviation, en élevant des obstacles sur les routes et en créant des goulots d'embouteillage.

The French Post and Telegraph Service, the PTT, provided London with a study of underground telephone and telegraph lines the German used. Plans were included for making cuts which would interrupt enemy communications between front lines and headquarters to the rear. Such cuts would force the Germans to abandon land lines and take to the air where we could pick up and read their messages.

Le service français des Postes et Télégraphes, les PTT, avait fourni à Londres une étude sur les lignes souterraines de téléphone et de télégraphe que les Allemands utilisaient. Des plans étaient inclus de coupures qui interrompraient les communications de l'ennemi, entre les lignes du front et les quartiers généraux à l'arrière. De telles coupures forceraient les Allemands à abandonner les lignes de terre et à passer par les airs, où nous pourrions capter leurs messages et les lire.

Communication de William J. Casey
Directeur de la Central Intelligence
lors d'un colloque sur les grandes batailles américaines
durant la seconde guerre mondiale
à la Smithsonian Institution
à Washington D.C.
le 15 juillet 1982.

LE DECOUPAGE EN REGIONS



Reproduction de la carte A/EC 560 du 19.8.43
 Région R: zone non occupée (zone-sud = ZS ou ZNO)
 Autres régions : zone occupée (zone-nord = ZN ou ZO)

TABLEAU DES AFFECTATIONS SUCCESSIVES

Zones	Régions	Capitale	Délégué militaire et Adjoint	Pseudonyme
National		Paris	MARCHAL MANGIN adjoint : CHABAN-DELMAS BOURGES-MAUNOURY adjoint : CHABAN-DELMAS ELY CHABAN-DELMAS	HUSSARD LOSANGE ARC POLYGONE ARC ALGEBRE ARC
Zone Sud	D M Z	Lyon	MANGIN BOURGES-MAUNOURY	LOSANGE POLYGONE
	R 1	Lyon	BOURGES-MAUNOURY LEISTENSCHNEIDER	POLYGONE CARRÉ
	R 2	Marseille	BURDET : adjointe PETITJEAN adjoint : GAILLARD	CIRCONFÉRENCE BINETTE TRIANGLE
	R 3	Montpellier	LEISTENSCHNEIDER PICARD CAMBAS	CARRÉ SULTAN TRAPÈZE
	R 4	Toulouse	LEISTENSCHNEIDER SCHLUMBERGER	CARRÉ DROITE
	R 5 R 6	Limoges Clermont-Ferrand	DECHELETTE COURSON VIVIER	ELLIPSE PYRAMIDE ISOTHERME
Zone Nord		Paris	MARCHAL MANGIN RONDENAY	HUSSARD LOSANGE LEMNISCATE
	P	Paris	BOULLOCHE RONDENAY	SEGMENT LEMNISCATE
	Nord C	Lille	FASSIN	COMÈTE
		Chalons-sur-Marne	SCHOCK GRANDVAL	DIAGONALE
	Bo	Bordeaux	BONNIER GAILLARD	HYPOTENUSE TRIANGLE
	O	Dijon	HANNETON DAVOUT d'AUERSTAEDT	LIGNE OVALE
M	Le Mans	ABEILLE KAMMERER	FANTASSIN PARALLÈLE	

conditions atmosphériques. Or les besoins se trouvent, chaque mois qui passe, plus pressants, à mesure que le nombre des maquisards augmente.

Les exigences allemandes, en matière de réquisition de main-d'œuvre s'accroissent en effet, en fonction des pertes subies par la Wehrmacht sur le front russe : souvenons-nous que la bataille de Stalingrad est livrée durant l'automne 1943, et que l'Armée Rouge attaque durant tout l'hiver 1943-1944.

Les maquis ont besoin d'armes pour leur défense mais aussi pour mener leurs opérations de guérilla. Les demandes des DMR à cet égard ne sont que très faiblement satisfaites. On saura, après la guerre, que le Haut Commandement de la RAF reste sourd aux appels des services secrets britanniques, et va jusqu'à opposer la force d'inertie aux ordres formels de Winston Churchill. De plus, l'armement livré aux maquis est à base de mitraillettes dont la portée utile ne dépasse pas quelques dizaines de mètres. Ici, c'est le War Office qui fait la sourde oreille, pour des raisons strictement financières semble-t-il, aux demandes de fusils, de fusils-mitrailleurs et d'armes lourdes.

De leur côté, les échelons d'exécution du BCRA sont naturellement tentés de multiplier les contacts directs avec les chefs de mission, les services d'opérations, les saboteurs, les responsables des liaisons avec les maquis, au détriment de toute hiérarchie. Le plus souvent, les intéressés prennent vite conscience de la nécessité d'une coordination des efforts à l'échelon national comme à l'échelon régional, et corrigent d'eux-mêmes les inconvénients d'une excessive centralisation par les services londoniens. Mieux encore, les responsables de la Résistance interviennent, le cas échéant, pour assurer l'autorité des Délégués Militaires.

L'Organisation de Résistance de l'Armée, l'ORA, s'efforce, quant à elle, d'exercer un contrôle sur les officiers d'active qui ont pris spontanément des fonctions dans la Résistance et dans les maquis. Elle dispose de liaisons directes et d'une représentation autonome auprès des BCRA de Londres et d'Alger, ce qui lui permettra d'être, après le 6 juin 1944, et contre l'avis des Délégués Militaires, à l'origine d'opérations spectaculaires qui, faute de moyens adaptés, provoquent — avec les meilleures intentions — des épopées du genre de celle du Vercors, aux conséquences glorieuses mais discutées.

Enfin, les FTP d'obédience communiste refuseront toute coordination opérationnelle avec les FFI. Ils n'accepteront l'intervention des Délégués Militaires dans leur action, que de façon occasionnelle et durant les combats de la libération.

En zone Sud, de septembre 1943 à juin 1944, les Délégués Militaires ont pu, pour l'essentiel, remplir leur mission. Bourgès-Maunoury Polygone, devenu dès octobre Délégué de zone, a pu coordonner leurs efforts et leur assurer l'appui des chefs de mouvements de la résistance, Malleret Joinville et Chambonnet Didier.

En zone Nord, la situation était bien différente de celle qui prévalait en zone Sud.

Lorsque les Délégués Militaires de région premiers arrivés prennent leurs fonctions, ils ne trouvent pas en face d'eux des chefs de région ou de département exerçant le commandement de l'ensemble des forces paramilitaires des mouvements de résistance de leur circonscription territoriale. En fait, chaque groupe ne reconnaît d'autre autorité que celle des chefs du mouvement auquel il est rattaché.

A l'échelon de la zone, il existe bien un « Comité Militaire » mais, d'une part celui-ci est plus un organisme de concertation qu'un véritable état-major, et d'autre part, de nombreuses organisations n'y sont pas représentées, parce qu'elles n'ont qu'une implantation locale.

L'ensemble de cette situation tient principalement à ce que la Résistance en zone Nord est en lutte avec la Gestapo depuis sa naissance, ce qui lui a imposé dès l'origine la nécessité de cloisonnements multiples.

Les chefs des principaux mouvements n'ont été mis en relations les uns avec les autres que par Jean Moulin, Passy et Pierre Brossolette, au printemps 1943.

Dès l'automne de cette même année, nous l'avons dit, le bureau du Conseil National de la Résistance devient l'organe exécutif national, et les comités propres à chacune des deux zones s'étiolent progressivement.

Si Fassin, dans la région Nord, et Schock, dans la région Est, parviennent, sans trop de difficultés, à consolider l'autorité de chefs de région et à jouer, vis-à-vis d'eux, le rôle prévu par leur ordre de mission, il n'en va pas de même ailleurs : dans l'Ouest, Abeille Fantassin se heurte à des défiances de principe et dans la région dont Paris est le chef-lieu, à l'organisation assez inconsistante, Bouloche Segment éprouve lui aussi de grandes difficultés.

De plus, le mouvement le plus important de la zone Nord, l'« Organisation Civile et Militaire », l'OCM, connaît au cours de l'automne et de l'hiver 1943 une très grave crise provoquée par l'arrestation et le passage à l'ennemi de Grandélément, l'un de ses principaux dirigeants. Bonnier Hypoténuse, lorsqu'il prend ses fonctions à Bordeaux, marche de ce fait sur un terrain pourri, car l'OCM y possède une très forte prépondérance dans la Résistance. Il sera arrêté dès février et utilisera sa pilule de cyanure. Le châtiment viendra en juillet 1944, lorsque, avec l'accord de Polygone, Triangle exécutera Grandélément, son adjoint et leurs deux épouses complices.

Le Général de Gaulle s'était réservé personnellement la désignation des Délégués de zone. Il leur a fait parvenir directement, avant leur départ, un ordre de mission autographe.

Le lieutenant-colonel de l'armée de l'air Marchal Hussard, qu'il a nommé Délégué Militaire pour la zone Nord, était parfaitement préparé à sa fonction par un passé de résistant et surtout par ses qualités personnelles.

Mangin Losange a été choisi pour la zone Sud. Après quelques jours passés à Lyon, il constate que les chefs de mouvements de cette zone sont désormais installés à Paris où il se rend.

Le Délégué Militaire National

La capitale de la France est devenue celle de la Résistance, du fait de la présence du Conseil National de la Résistance et de la Délégation générale du Comité Français de Libération Nationale. Mangin Losange et Marchal Hussard prennent conscience de l'utilité qu'il y aurait à assurer aux Délégués Militaires une représentation unique auprès de ces organismes centraux et, tout naturellement, Mangin Losange propose à Marchal Hussard, résidant sur place, d'exercer de fait les fonctions de Délégué Militaire National. Quinze jours plus tard, Marchal Hussard étant arrêté, et ayant avalé sa pilule de cyanure, Mangin Losange lui succède avec l'accord de la Délégation générale, des Délégués Militaires et des instances nationales de la Résistance. Puis Bourgès-Maunoury Polygone, par consensus général, succédera à Losange le 1er février 1944. Enfin, le colonel Ely, puis Chaban-Delmas Arc, seront nommés successivement par le Général de Gaulle, « Délégué Militaire National », à la veille du débarquement.

Cependant, homologuant a posteriori la situation, mais ne respectant pas la chronologie, le Général écrira dans ses *Mémoires* :

LE GENERAL DE GAULLE.

7^e juin 1955.

Le Commandant
Maugin est chargé
de coordonner l'activité
paravilitaire des
mouvements de résistance
dans la Zone Sud.

J. de Gaulle.

« J'ai nommé un Délégué Militaire National, c'est-à-dire un officier d'Etat-major représentant le commandement vis-à-vis de tous les éléments de combat : maquis, réseaux, équipes de sabotage, et auprès du Conseil National de la Résistance. Louis Mangin, le colonel Ely, Bourguès-Maunoury, Jacques Chaban-Delmas, assument successivement cette mission qui exige, — et où ils apportent — beaucoup de souplesse et de fermeté ».

En novembre 1943, Mangin Losange se rend compte que l'alignement de l'organisation régionale et départementale de la zone Nord sur celle de la zone Sud ne pourra se produire, dans de bonnes conditions et dans des délais limités, qu'en créant une organisation nationale, à l'intérieur de laquelle l'osmose pourra se produire, et les effets de l'ancienne ligne de démarcation s'estomper.

Au terme de deux mois de négociations, le 23 décembre, il obtient du commandement des FTP un accord de principe à une intégration dans cet ensemble qu'il propose de baptiser « Forces Françaises de l'Intérieur », par analogie avec les « Forces Françaises Libres », les deux Forces constituant la « France Combattante », et le 25 décembre, il obtient l'adoption d'un texte d'accord d'action commune entre les FTP et l'AS intégrant les maquis.

Il est appuyé sans réserves par les représentants de la zone Sud, Claude Bourdet et Pascal Copeau, par Dejussieu, chef d'Etat-major de l'Armée Secrète, par Degliame chargé de « l'Action Immédiate ».

Il obtient l'accord du Délégué général par intérim Bingen, et à la mi-janvier, celui du Bureau du CNR.

Enfin, il suggère la création d'un Comité d'Action, le COMAC, auquel le petit nombre de ses membres assurera de bonnes chances d'efficacité, puisqu'il ne se composera que de trois membres ayant voix délibérative : les représentants respectifs de la zone Nord, de la zone Sud et du Front National. Le Délégué Militaire National assistera à ces réunions pour y remplir la mission de liaison avec Londres, avec les DMR et avec la Délégation générale civile. Le chef d'Etat-major des FFI assurera l'exécution des décisions. Par la suite, le général Revers, chef de l'ORA, sera convié par le COMAC, avec titre de Conseiller militaire. Degliame participera également aux réunions.

En accord avec tous les DMR, avec le Délégué national par intérim Bingen, et avec les chefs de la Résistance, Mangin Losange décide, en janvier, de se rendre à Londres et à Alger pour informer à tous les niveaux, les responsables de l'« extérieur » de la situation en France. Les conditions météorologiques ont empêché depuis la mi-octobre l'atterrissage des avions, et les initiatives prises sur le terrain nécessitent d'être explicitées et expliquées. Il part par l'Espagne dans les premiers jours de février. Bourguès-Maunoury Polygone le remplace.

Etait-il nécessaire de mettre en place un DMN, et quel rôle serait-il amené à jouer ?

Il n'y avait aucune raison d'autorité au sens général, et il n'était pas question pour lui de donner des ordres aux Délégués Militaires de zone ou de région ou encore de département (dans les rares cas où furent mis en place des DMD). Au demeurant, les uns et les autres étaient reliés directement par radio à l'Etat-Major à Londres, même si parfois cette liaison devint théorique ou irrégulière.

En effet, il était à l'évidence nécessaire que les directives données, soit par la Résistance, soit par les Délégués Militaires, partent avant tout d'un échelon où était exercé un commandement. Cependant, bien d'autres tâches ne pouvaient être assurées qu'à un échelon national :

— procéder à l'envoi des missions de sabotage ou autres sur les lieux mêmes de leur future action, définir ces actions ou en faciliter le choix, alors que les hommes arrivaient parfois loin de leur objectif et qu'il fallait les acheminer d'une ville vers une autre, et leur procurer les contacts nécessaires à leur sécurité et à leur existence quotidienne,

— mettre en place à l'échelon national, avec les responsables de la Résistance dans les Chemins de fer et dans les PTT certains plans spécifiques de destruction ou de sabotage,

— arbitrer les conflits naissant fatalement de la confrontation de tempéraments différents chez les Délégués Militaires, et les chefs locaux, et autant que faire se pouvait, éviter même qu'ils prennent naissance, par une action continue auprès des instances nationales,

— assurer la répartition des moyens financiers, des sommes importantes étant parfois parachutées éparses sur le territoire loin des missions auxquelles elles étaient destinées,

— diffuser des avertissements d'alerte et de sécurité, lorsque des arrestations opérées dans une région pouvaient entraîner des conséquences dans une autre région,

— établir certains contacts entre DMR et les organisations FTP, là où ils n'avaient pas encore pu être établis.

Pour remplir avec efficacité le rôle correspondant à toutes ces missions si diverses, il fallait beaucoup plus être admis par tous que nommé par le BCRA.

C'est ce qu'ont compris Ely Algèbre ainsi que Parodi Quartus, Délégué général, et avant tous Bingen Necker, qui assura une présence permanente jusqu'à sa mort à la Délégation générale. Ce qui est difficile à comprendre aujourd'hui, pour ceux qui revivent ce passé, c'est que ces missions aient pu être effectuées sans l'aval de Londres, ainsi que cela s'est produit jusqu'à la veille du débarquement.

Les Délégués Militaires au cours de l'année 1944

Cependant, au mois de janvier 1944, les arrestations commencent : Bouloche Segment ouvre la sinistre série, Schock Diagonale ne tarde pas à le suivre et en février, viendra le tour de Bonnier Hypoténuse.

Schock Diagonale sera aussitôt remplacé par Grandval chef de région FFI. Il appartient au mouvement « Ceux de la Résistance », dont le chef est Lecompte-Boinet, et il a déjà apporté à Schock Diagonale une précieuse collaboration.

Ces nominations ne seront homologuées que tardivement par Londres.

Rondenay Lemniscate, arrivé en France en septembre, était chargé avec son adjoint Palau d'une mission autonome, à savoir la mise en place du « Plan Tortue », visant à entraver les déplacements des Panzers à l'arrière des côtes de la Manche au moment du débarquement. Il prendra contact en décembre seulement avec Mangin Losange, puisque sa mission était autonome, et l'informera que son travail est presque achevé. Bourgès-Maunoury Polygone, son camarade de promotion à l'X, lui confiera la succession de Bouloche Segment pour la région de Paris, et il deviendra après le débarquement, Délégué Militaire pour la zone Nord. Bonnier Hypoténuse ne pourra être remplacé que plus tard à Bordeaux par Gaillard Triangle. Cambas Trapèze, ancien adjoint de Bourgès-Maunoury Polygone à Lyon et de Burdet Circonférence à Marseille, sera avec Picard Sultan, Délégué Militaire de la région 3.

Jusqu'à la veille du débarquement, c'est en vain que Mangin Losange puis Bourgès-Maunoury Polygone s'efforceront d'obtenir des renforts en personnel DMR. Londres éprouve des difficultés pour leur recrutement, et s'il est possible de désigner d'office des officiers pour renforcer les services

à Londres et à Alger, il est bien difficile de trouver des volontaires pour accepter la vie clandestine, alors qu'ils peuvent entrer dans les rangs d'une armée régulière qu'exalte la perspective de participer à la libération, dans les conditions classiques d'une troupe en campagne.

Bourgès-Maunoury Polygone demandera, début avril, une place dans un avion pour un rapide aller-retour. Il ne l'obtiendra que le 3 mai. A la mi-avril, il confie à son adjoint Chaban-Delmas Arc les fonctions de Délégué Militaire National, car à l'approche du débarquement, la zone Sud absorbe toute son activité.

Peu après, le colonel d'active Ely Algèbre, est désigné par le Général de Gaulle pour assumer les fonctions de Délégué Militaire National par intérim. Le 4 mai, cependant, il télégraphie : « *Sur demande de Quartus, Délégué général,... et compte-tenu situation trouvée sur place ainsi que proximité opération, me paraît nécessaire éviter succession intérim Délégué Militaire National. Je vous propose en conséquence :*

— *de laisser Arc assurer intérim... jeune mais de la classe, sait se placer au point d'observation correspondant aux fonctions délégué du pouvoir central. A réussi auprès de tous ici, non parce qu'il s'incline devant personne mais parce qu'il domine les problèmes. Ma présence ici ayant fait tomber obstacle jeunesse, Arc seul adjoint possible ultérieurement pour Délégué Militaire National ;*

— *Délégué Militaire zone Nord Lemniscate conserve fonction intérim ;*

— *Délégué Militaire zone Sud Polygone à titulariser. Arrivée autre titulaire qui aurait besoin plusieurs semaines pour adaptation n'aurait rien de positif et réduirait rendement Polygone. Retour rapide de Londres de Polygone indispensable ».*

C'est finalement ce dispositif qui restera en place jusqu'en août, lors de l'arrestation de Rondenay Lemniscate et lorsque Bourgès-Maunoury Polygone sera blessé au début de septembre.

Au cours d'avril et de mai, cependant, toutes les régions sont pourvues de Délégués Militaires et les Délégués de zone ont fort à faire pour les mettre en place. Leistenschneider Carré a quitté Toulouse, où Schlumberger Droite est arrivé, pour prendre à Lyon la place de Bourgès-Maunoury Polygone en R1.

De plus, dans tous les départements, l'accueil des missions interalliées, composées d'un officier français chef de mission, d'un officier anglais ou américain et d'un opérateur radio, est préparé et s'effectuera à la veille ou au lendemain du débarquement dans de bonnes conditions.

Le 31 mai, Abeille Fantassin est mortellement blessé au cours de son arrestation.

Le 10 mai, Necker Bingen est désigné, à son corps défendant d'ailleurs, comme délégué civil zone Sud et reçoit l'ordre de s'établir dans sa zone. Il a prévu et annoncé que sa sécurité, après neuf mois de mission n'était assurée qu'à Paris. Prévoyant sa fin, il rédige ses ultimes messages. L'un d'eux s'adresse à des correspondants au-delà des mers :

« Maintenant, j'ai aussi le droit et le devoir de souligner ce que j'estime des fautes lourdes, qui ont certes des excuses, mais qui n'en comportent pas moins de graves responsabilités sur le plan moral et sur le plan matériel ».

Et il envoie un message à ses amis :

« J'ai été prodigieusement heureux durant ces derniers mois. Il n'y a pas un homme sur mille qui, pendant huit jours de sa vie, ait connu le bonheur inouï, le sentiment de plénitude, que j'ai éprouvé en permanence depuis huit mois ».

Arrivé à Clermont-Ferrand le 11 mai, Bingen est arrêté le 13, ayant été filé par la Gestapo depuis Paris. Après avoir pourtant faussé compagnie à ses gardiens, il avale sa pilule de cyanure au moment où il va être repris par ses poursuivants.

Il aura été le plus ferme soutien de la Délégation Militaire et l'élément efficace de la Délégation Générale. Maillet Mirabeau le remplace dans ses fonctions de Délégué civil zone Sud.

Dans la bataille qui commence le 6 juin 1944, il faut souligner l'impossibilité de transmission d'ordres précis régissant hiérarchiquement l'énorme magma clandestin. L'initiative locale, la décentralisation jusqu'à l'échelon le plus infime, ne supportent que des instructions très générales fixant les priorités absolues : l'exécution des plans et la désorganisation des liaisons adverses. La guérilla, les embuscades, les sabotages se sont exercés souvent en permanence et surtout après le débarquement du 6 juin. Les comptes rendus d'exécution n'existent pas.

D'autre part, l'origine civile des mouvements, malgré le caractère aguerri de certains effectifs, s'oppose par nature en particulier aux conceptions militaires classiques. Les petites équipes insaisissables ont une efficacité supérieure à celle du « groupe de combat » classique et réglementaire de 13 hommes et doivent donc lui être préférées. Notion toujours difficile à appliquer dans les groupes de l'Action Immédiate, récusée en général par les organisations militaires, jusqu'au débarquement.

Les militaires d'active, dont beaucoup ont payé de leur vie cette inadaptation à la guérilla, ont rendu néanmoins d'inappréciables services. Certains étaient remarquablement adaptés à leurs maquis.

Ceux d'entre eux qui ont voulu jouer au condottiere indépendant se sont tout de même intéressés à la manœuvre d'ensemble, et ont participé efficacement aux opérations.

Le jour « J », un tragique malentendu se produit : la BBC, en plus des télégrammes codés ordonnant l'exécution des divers Plans, lance la phrase convenue prescrivant la mise en œuvre de la guérilla généralisée.

Les envoyés de Londres avaient en mai précisé à Paris qu'il fallait se garder de procéder à un soulèvement général, et Eisenhower lui-même, dans sa proclamation aux Français, le 6 juin, les invite « à se tenir sur la réserve ». Cependant le Général de Gaulle, le même jour, les adjure « de combattre par tous les moyens en leur pouvoir d'après les ordres qui leur sont donnés par le commandement français ».

Que les maquis harcèlent les troupes allemandes en mouvement, quoi de mieux, mais que la Résistance à peine armée occupe des mairies, en particulier dans les plaines, cela ne peut qu'entraîner des pertes inutiles et cela fait le jeu des Allemands et de la milice du gouvernement de Vichy.

Et c'est bien ce qui se produit dans maintes localités, où la guérilla est déclenchée au passage de quelques chars. De plus, certains DMR quittent leur ville de résidence et se transportent dans les maquis.

Bourgès-Maunoury Polygone était à Londres au moment de l'émission et n'a pas pu prévenir Koenig des dangers qu'elle allait faire naître. Il est parachuté dans la nuit du 7 juin et doit notamment s'efforcer d'arrêter un mouvement prématuré de guérilla dans les grandes villes, avant le passage éventuel des chars allemands en retraite.

Il faudra une dizaine ou une quinzaine de jours pour que les choses rentrent à peu près dans l'ordre, soit par l'effet des câbles de Londres, soit par l'action de Bourgès-Maunoury Polygone et de Rivière Marquis, auxquels autorité avait été donnée à partir de cette date sur les réseaux Buckmaster (réseaux français jusque là sous commandement direct des services spéciaux anglais).

Lorsque le débarquement se produit, la décentralisation, consécutive à la constitution de commandements de région et de département FFI qui ont été désignés avec la participation de l'ORA et des FTP, et avec l'accord des Délégués Militaires, est un fait acquis. Les organes nationaux seront désormais, et dans une large mesure, mal reliés avec les régions du fait de la situation.

En zone Sud, Bourgès-Maunoury Polygone, en équipe avec Degliame, désigné par le Comité Militaire National, le COMAC, pour le représenter en zone Sud avec pleins pouvoirs, pourra jouer un rôle très nécessaire et efficace dans le sens de la cohésion des Forces Françaises de l'Intérieur et de la liaison de celles-ci avec le général Koenig, qui en a reçu du Général de Gaulle le commandement.

Les DMR sont dans de nombreux cas pourvus d'adjoints. Quelques départements sont même pourvus de Délégués Militaires. Ceux qui seront arrêtés seront remplacés, sauf en R2 (Marseille) où la disparition de Burdet Circonférence posera de difficiles problèmes.

Les plans de sabotage et parmi eux le plan Tortue, seront exécutés à la perfection le jour « J ». Les destructions de voies ferrées seront renouvelées fréquemment, même après épuisement des stocks d'explosifs, ce que l'Etat-Major Interallié n'avait même pas envisagé.

Les parachutages d'armes demeureront insuffisants jusqu'au 14 juillet. Il faudra en effet plus d'un mois pour que le général Koenig obtienne du Commandement Suprême Interallié les moyens aériens indispensables, en tirant argument des résultats importants obtenus par la Résistance durant les jours critiques ayant suivi immédiatement le jour « J ».

Les DMR qui se sont efforcés eux-mêmes de décentraliser leur action, en utilisant les très nombreuses équipes interalliées parachutées en juin et juillet avec radio, jouent pleinement leur rôle de liaison avec Londres, et plus rarement avec Alger.

Sur le plan opérationnel, l'état-major du général Koenig, commandé par l'ingénieur d'aéronautique militaire Ziegler, se rôde en quelques semaines et fait preuve d'efficacité.

La lecture des câbles échangés entre Londres et Bourgès-Maunoury Polygone montre cependant à l'historien les difficultés de la collaboration entre cet état-major et les exécutants.

En six semaines, Bourgès-Maunoury Polygone et Degliame visitent à deux reprises chacune des régions 2, 3, 4, 5, 6 et Lyon demeure leur centre d'action. Ils se rendent fin juillet à Paris, afin d'assurer la liaison avec les organismes nationaux.

Ils peuvent ainsi régler sur place les questions de personnes qui, dans cette phase, posent naturellement des problèmes parfois très aigus, d'autant qu'ils installent des chefs régionaux FFI choisis sur le critère principal des actions qu'ils ont menées auparavant, et qui ne possèdent pas toujours un passé « local ». Leur action s'étend en juillet, sur la région de Bordeaux qui appartient en principe à la zone Nord.

Le Délégué Militaire de la zone Nord, Rondenay Lemniscate, éprouve plus de difficultés à faire sentir son action, parce que l'organisation régionale et départementale y est moins ancienne et moins efficace. Toutefois à Paris et dans les subdivisions de la région P, l'action des organismes nationaux s'exerce directement. Dans la région M, qui couvre la Bretagne, la Normandie, le Maine et l'Anjou, de nombreuses équipes interalliées ont été parachutées de Londres. Dans le Nord-Est, Grandval continue à cumuler les fonctions de chef régional et de DMR, et en six mois a acquis une grande autorité. Au demeurant, la France du Nord, dont les structures hiérarchiques sont beaucoup moins réelles qu'en zone Sud, compense cette infériorité par une cohésion sociale très efficace, et les 150 SAS du commandant Bourgoïn encadrent les FFI en Bretagne.

Rondenay Lemniscate est arrêté à la fin de juillet et exécuté à Domont. Il sera remplacé par Lorrain Cruse.

En raison d'une certaine inquiétude que lui causent des risques d'anarchie en zone Sud, le général Koenig commence, dès le début d'août, à nommer des généraux aux commandements militaires. Le 8 août, le général Cochet est nommé à celui de R2 et R3. Les difficultés de liaison existant entre Londres et Alger font que, simultanément, Soustelle investit le lieutenant-colonel Constant du commandement de R2.

Ces désignations qui contredisent la mission des Délégués Militaires et la charte des relations entre la Résistance et le gouvernement provisoire resteront sans effet. Bourgès-Maunoury Polygone s'entend très facilement avec Constant, et ne rencontrera Cochet qu'après la libération.

Progressivement, la zone Sud est libérée de l'occupation. Les FFI harcèlent efficacement les Allemands en retraite, transformant parfois cette retraite en déroute.

Les DMR contribuent pour une large part à la prise de fonction des Commissaires de la République et des Préfets désignés par le Gouvernement après consultation de la Résistance. Cette installation se produit très progressivement. Leur influence sur la Résistance est naturellement une question de personnes.

Dans les jours qui suivent la libération, ils contribuent également à diriger les FFI qui veulent continuer le combat, soit vers la 1^{ère} Armée, soit vers les « poches allemandes » de l'Atlantique, dont ces FFI assureront le colmatage à eux seuls et avec un armement dérisoire.

Avec le recul du temps

Si l'on examine avec le recul du temps, le déroulement de l'action des Délégués Militaires, telle qu'elle vient d'être rapportée, sur la base des rapports et des télégrammes qu'ils ont adressés à Londres et à Alger, les faits dominants nous paraissent être les suivants :

En premier lieu, la mission de « coordination de l'activité paramilitaire des mouvements de résistance », assignée par le Général de Gaulle aux Délégués de zone, a été remplie par ceux qui l'ont successivement assumée, puisque lors des combats de la libération, les « Forces Françaises de l'Intérieur » possédaient, dans l'ensemble et à tous les niveaux, national, régional et départemental, un commandement assumant la cohésion de l'action.

Ensuite, la mission « d'ambassadeur et conseiller technique » confiée par le BCRA aux Délégués de Région a été également bien remplie, puisque les FFI ont assuré l'exécution efficace des Plans mis au point par l'Etat-Major Interallié. Entre les DMR et les chefs régionaux FFI, l'esprit d'équipe a dominé et a permis la solution de tous les problèmes opérationnels dans la mesure où les difficultés inhérentes à la situation l'ont permis.

Enfin, il est bien évident qu'en raison des circonstances et aussi des tempéraments, les Délégués Militaires ont joué des rôles très différents, allant du chef local de bandes à celui de chef régional. Dans tous les cas, ce sera avec l'accord de tous et en général « sans bavure ». Et en sens inverse un chef régional comme Grandval deviendra lui Délégué Militaire.

Pratiquement tous les cas de figure se retrouveront dans une bataille aussi diversifiée.

Mémoire sur la libération de Paris

Bien que la libération totale du territoire français et notamment celle de Strasbourg ne dussent être obtenues que des mois plus tard, la libération de Paris a paru au monde entier comme l'événement le plus porteur de la victoire.

De l'intérieur ou de l'extérieur, Français ou Alliés, tous les combattants aspiraient à la libération de la Capitale et aussi, pour beaucoup, à y participer. Cette aspiration se justifiait à la fois par Paris en lui-même et par le symbole qu'il représentait.

Si l'aspiration était commune à tous, l'approche ne l'était pas : deux thèses étaient en présence, dans les esprits comme sur le terrain. Elle découlaient de prémisses différentes. Pour les uns, les actions de la Résistance devaient être articulées avec les mouvements des troupes débarquées le 6 juin 1944, de manière à faciliter au maximum l'avance de ces troupes. Pour les autres, sans ignorer cet aspect des choses, il s'agissait d'abord de faire opérer par la Résistance le maximum de libérations directes et cet objectif majeur devait être visé en associant à l'action des résistants les populations, afin de conférer un caractère populaire à la Libération et principalement à la libération de Paris.

La première thèse était celle du Gouvernement provisoire de la République Française, c'est-à-dire celle de de Gaulle, du commandant interallié Eisenhower, du général Koenig, commandant en chef à Londres des Forces Françaises de l'Intérieur et par conséquent de leurs représentants auprès de la Résistance qu'étaient les délégués militaires et tous les membres des réseaux Action, placés sous l'autorité suprême d'Alexandre Parodi, membre du Gouvernement d'Alger et délégué général en France occupée.

La deuxième thèse prenait ses racines dans bien des mouvements armés, impatients d'attaquer l'ennemi, mais d'abord et surtout chez les Francs-Tireurs et Partisans et d'une manière générale de la part des responsables communistes. Certains ont d'ailleurs avancé que cette orientation avait pour but la prise du pouvoir par le parti communiste. Il n'en fut rien. Les dirigeants du PC étaient bien trop avisés pour imaginer pouvoir subjuguier à la fois de Gaulle, les armées alliées et la population tout entière.

En juillet, alors que les conditions d'existence des parisiens empiraient et que des mouvements de grève et de masse s'annonçaient, Alexandre Parodi et moi apprîmes que les plans du quartier général faisaient pressentir l'arrivée des troupes à Paris au plus tôt fin septembre, ce qui laissait prévoir le pire pour la Capitale et ses habitants. Je partis donc pour Londres, afin, par le relais du général Koenig, d'alerter le Général de Gaulle sur les risques d'une insurrection prématurée sous l'impulsion d'un commandement des FFI très déterminé, deux FTP, Joinville et Rol-Tanguy ayant remplacé respectivement lors de leur arrestation Dejussieu-Pontcarral et Pierre Lefauchaux comme chef d'Etat-Major national et commandant de la région parisienne.

Je revins à Paris le 16 août avec une instruction de Koenig subordonnant le déclenchement de l'insurrection à un ordre formel de sa part. La situation avait évolué de telle manière que pas plus Alexandre Parodi que moi ne pouvions penser pouvoir faire respecter cet ordre. En effet, le 19 août, les policiers se mirent en grève et Alexandre Parodi, pour maintenir unie la Résistance en vue de l'accueil du Général de Gaulle, essentiel vis-à-vis des alliés qui contestaient encore la légitimité du GPRF, dut admettre le déclenchement de l'insurrection à l'évidence prématurée et porteuse des plus graves dangers.

Restait l'espoir que le Général de Gaulle obtînt d'Eisenhower de charger ses plans et de lancer les troupes vers Paris au lieu de le contourner. Ce qui fut obtenu par de Gaulle le mardi 22 après une conversation dès le dimanche 20, sans effet, et une lettre portée le lundi 21 et si insistante qu'elle laissait pressentir qu'en cas de refus le Gouvernement français retirerait la 2^e DB du commandement interallié. Lorsque Leclerc reçut l'ordre du QG de foncer sur Paris, il avait anticipé cet ordre et envoyé une colonne de reconnaissance confiée au colonel de Guillebon. Le jeudi 24 au soir, le capitaine Dronne avec 4 chars et 150 hommes parvenait à l'Hôtel de ville salué par le bourdon de Notre-Dame silencieux depuis quatre ans, et toutes les cloches de la ville.

Entre-temps, l'insurrection s'était développée dans Paris. Une « trêve » que le consul général de Suède, Raoul Nordling, avait eu l'habileté de présenter au général von Choltitz et à nous comme étant proposée par l'autre partie, fit ralentir les combats et surtout permit la neutralisation des chars, des avions et des armements lourds de l'ennemi. Lorsque la « trêve » qui n'avait été appliquée qu'inégalement, fut officiellement dénoncée, dans la journée du mardi 22, par accord entre Alexandre Parodi et le CNR, toujours dans l'esprit du délégué général pour maintenir l'unité de la Résistance, le spectacle des troupes allemandes battant en retraite à travers Paris, celui des services ennemis prenant la fuite, le départ du Bourget des avions et l'audace irrésistible des FFI soulevant la population et faisant surgir des barricades, firent comprendre au général commandant le « Gross Paris » que s'acharner était devenu inutile, comme aurait été déshonorant devant l'histoire d'engager la destruction de la Capitale.

A l'aube du vendredi 25 août, je pus rejoindre Leclerc et faire sa connaissance à la Croix-de-Berny, grâce au commandant Weil envoyé en liaison auprès de moi. L'entrée dans Paris par la Porte d'Orléans fut inoubliable, et Leclerc installa son PC à la gare Montparnasse où le Général de Gaulle, arrivant dans l'après-midi, découvrit avec des sentiments mêlés que le délégué militaire national était loin d'avoir l'âge normalement requis pour un tel emploi. Il eut la bonne grâce de ne pas m'en tenir rigueur.

Les combats n'en étaient pas pour autant terminés. La 2^e DB et les résistants perdirent encore du monde ce jour-là. La libération de Paris coûta environ 3 000 morts et fit 8 000 blessés, militaires et civils.

Le samedi 26 août, le Général de Gaulle, parti de l'Arc de Triomphe, gagna Notre-Dame dans un concours de peuple rarement réuni au cours de notre histoire. Il y fut accueilli par une fusillade nourrie dont l'origine n'a pas encore été élucidée, mais qui ne l'empêcha pas d'entonner le Magnificat repris par l'organiste et le père Bruckberger.

La victoire n'était pas encore acquise, et de durs combats allaient se poursuivre, tant sur le littoral atlantique que sur le front d'Alsace, jusqu'à la libération totale de notre pays, mais en ce jour, sa capitale était de nouveau libre, et avait bien mérité la Croix de la Libération que le Général de Gaulle lui décernait le 24 Mars 1945.

Jacques CHABAN-DELMAS
Compagnon de la Libération